

Beauvais, le 15 décembre 2023

Unité Départementale de l'Oise
Équipe 3
283, rue de Clermont
Z.A. La Vatine
60000 Beauvais

Affaire suivie par : Nathalie ESTKOWSKI-CHAZOTTES
Tél : 03 44 10 54 05
nathalie.estkowski@developpement-durable.gouv.fr

N/REF. : IC-R/0535/23-NEC

N° AIOT : 005106528

OBJET : **INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**
 Société ORGANIQUE, site de Bury
 Dossiers de porter-à-connaissance

REF. : Porter à connaissance pour le projet de modification des modalités de stockage extérieur
 transmis en date du 11 décembre 2023

ANNEXES : 1. Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

à Madame la Préfète de l'Oise

Par courriel du 11 décembre 2023, la société SUEZ ORGANIQUE à Bury. a transmis à Madame la Préfète de l'Oise un dossier de porter à connaissance relatif à un projet de modalités de stockage extérieur.

Le présent rapport examine le caractère substantiel ou non de ce projet de modification et propose les suites à donner.

1. PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET DE LA DEMANDE

1.1 - Renseignements généraux

Raison sociale: SUEZ Organique
Forme juridique: Société par Actions Simplifiée

Adresse du siège social: 38 avenue Jean Jaurès 78 440 GARGENVILLE

Adresse des installations: Val Gauthier 60 250 BURY

N° SIRET: RCS de Versailles 345 306 880

Interlocuteur: Julien AUBOUIN, Responsable Territoire Compostage
.....: julien.aubouin@suez.com
.....: Portable : 06 89 76 90 61

.....: Amanda ETIENNE, Ingénieur Environnement
.....: amanda.etienne@suez.com

1.2 – Description de l'activité et situation administrative

SUEZ Organique exploite un site de compostage de déchets verts et de boues sur la commune de Bury.

L'exploitation du site est cadrée par les arrêtés préfectoraux (AP) suivants :

- arrêté du 29 avril 2002, autorisant la société SOLVAD à exploiter une plateforme de bio-séchage et de compostage sur la commune de Bury, à valoriser et épandre le compost ;
- arrêté du 23 février 2006 modifiant l'autorisation d'exploiter la plateforme de compostage de Bury afin de valoriser et d'épandre le compost ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 10 octobre 2014 fixant le montant de référence des garanties financières ainsi que les modalités d'actualisation de ce montant pour le site exploité par la société TERRALYS sur la commune de Bury ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 09 juillet 2018 renouvelant les autorisations délivrées le 29 avril 2002 et le 23 février 2006 à la société SUEZ ORGANIQUE (anciennement TERRALYS) pour l'exploitation de ses installations de compostage situées sur la commune de Bury ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 09 juin 2023 modifiant l'autorisation d'exploiter de la plateforme de compostage de Bury.

1.3 – Présentation de la demande et de son contexte

Le site a fait l'objet d'un départ de feu le 29 et 30 mai 2023 sur un stock de compost extérieur. Ce départ de feu s'est propagé à l'alvéole adjacente, dans laquelle du refus de compostage était stocké.

L'analyse des causes a fait ressortir les éléments suivants :

- l'absence de détection du départ de feu
 - le départ de feu est survenu lors d'un jour férié, et d'un week-end prolongé, pendant lequel il n'y avait personne sur site ;
 - l'absence d'autres moyens de détection ;
- les murs des alvéoles de stockage sont en mauvais état et ont permis la propagation à un stock adjacent.

Suite à l'information de la DREAL quant à la survenue du départ de feu, le site a fait l'objet d'une inspection le 05/06/2023 et d'un projet de mise en demeure en date du 23/06/2023. SUEZ Organique a émis des observations quant à ce projet. Une seconde inspection en date du 10/07/2023 a été effectuée par la DREAL et un second projet de MED modifié en date du 23/07/2023 a été transmis au site.

Ainsi, en considérant les conclusions de l'analyse des causes et les éléments du projet de mise en demeure, l'ensemble des murs des alvéoles de stockage extérieures de compost va être démoli et reconstruit. Des mesures techniques et organisationnelles vont également être mises en place afin de pouvoir détecter au plus tôt un éventuel départ de feu.

2. CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE D'UNE DEMANDE DE MODIFICATION

La procédure d'instruction d'une demande de modification d'un établissement soumis à autorisation environnementale au titre du 2° de l'article L. 181-1 du Code de l'environnement s'inscrit dans le cadre réglementaire des articles L.122-1-IV, L.181-14, R.181-46, R.122-2-II de ce même code.

Le cadre réglementaire dans lequel s'inscrivent les modifications apportées à des ICPE soumises à autorisation est défini par l'article L. 181-14 du Code de l'environnement :

« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées. »

Il convient de considérer une modification comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14 susvisé, si elle satisfait à au moins l'une des trois situations fixées par l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement :

« Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »

Pour les installations classées Seveso seuil haut ou bas :

« 1° Sont regardées comme substantielles, dans tous les cas :

a) Les modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;

b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil bas devient un établissement seuil haut ;

2° Sont regardées comme notables, lorsqu'elles ne relèvent pas du 1° :

a) Toute augmentation ou diminution significative de la quantité ou toute modification significative de la nature ou de la forme physique de la substance dangereuse présente, ayant fait l'objet d'un recensement par l'exploitant en application du II de l'article L. 515-32, ou toute modification significative des procédés qui l'utilisent ;

b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil haut devient un établissement seuil bas ; dans ce cas, l'arrêté complémentaire mentionné au dernier alinéa du II est pris après une consultation du public, dans les conditions de l'article L. 123-19-2. »

Enfin, pour toute autre modification notable, il y a lieu de se reporter aux dispositions fixées à l'alinéa II de l'article R. 181-46-II du Code de l'environnement rappelées ci-après :

« Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. »

Ainsi, si l'exploitant considère ses modifications comme substantielles, il transmet à l'administration une nouvelle demande d'autorisation.

S'il considère ses modifications comme notables, il transmet, avant sa réalisation, un porter à connaissance comprenant tous les éléments d'appréciation. L'examen par l'inspection des installations classées va consister à vérifier que la modification n'est pas substantielle et si le cadre prescriptif doit être modifié.

3. PRÉSENTATION DES MODIFICATIONS SOLLICITÉES

3.1. Modifications des installations du site

L'exploitant sollicite les modifications des installations suivantes :

- démolition et reconstruction des alvéoles de stockage extérieures
- demande de dérogation de la hauteur de stockage du compost extérieur
- mise en place de moyens techniques permettant de renforcer la gestion du risque incendie

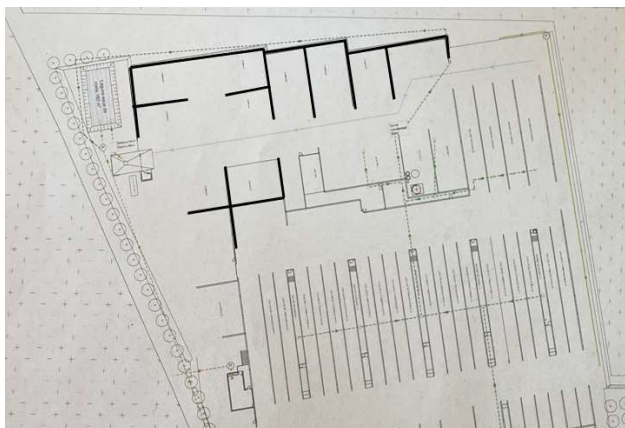
3.1.1. Modification du plan de stockage extérieur

Seules les aires extérieures de stockage de compost sont modifiées pour permettre la mise en place de nouveaux murs en béton (de type mur en béton armé ou mégabloc). Le bâtiment, ainsi que l'aire extérieure de réception des co-produits, ne sont pas modifiés.

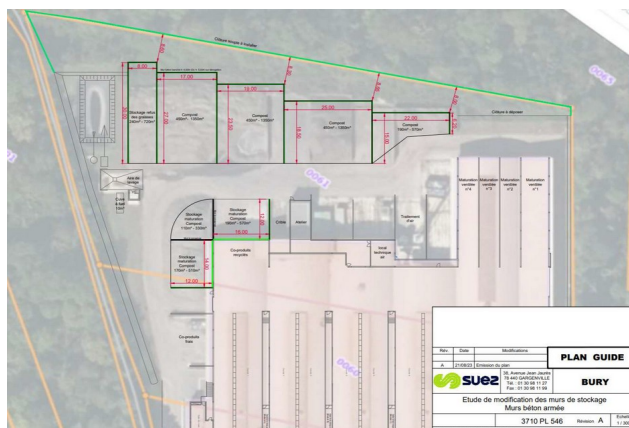
L'ensemble des alvéoles sera dans le même sens. Il est prévu :

- 3 alvéoles de 450 m² chacune et 1 alvéole de 190 m² dédiées au stockage du compost,
- 1 alvéole de stockage des refus de 240 m²,
- 3 alvéoles préexistantes de 190, 170 et 110 m² dédiées au stockage du compost.

Les murs seront à 8 mètres minimum de la limite de propriété.



Plan actuel du stockage extérieur du compost



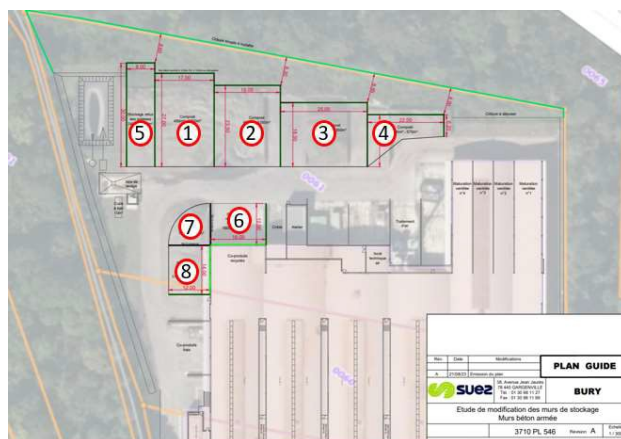
Plan projeté du stockage extérieur du compost

31.2. Dérogation hauteur de stockage

L'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation, indique dans son article 13 que :

« [...] La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres. La hauteur peut être portée à 5 mètres si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost. »

SUEZ ORGANIQUE souhaiterait porter la hauteur de stockage du compost et du refus de tri en extérieur à 4 mètres. L'ensemble des alvéoles est concerné par cette demande, à savoir les alvéoles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8.



Alvéoles 1, 2, 3, 4 et 5

Les murs de stockage auront une hauteur de 5 mètres et un degré coupe-feu de 2 h. Dans cette configuration, comme démontré ci-dessous, au point 4.1.2 du présent rapport, les flux thermiques engendrés par un incendie ne sortiraient

pas des limites du site et ne provoqueraient par d'effet dominos sur le bâtiment ou sur les autres alvéoles de stockage.

Alvéoles 6, 7 et 8

Les murs de stockage auront une hauteur de 5 m et un degré coupe-feu de 3 h. Dans cette configuration, comme il est démontré ci-dessous, au point 4.5.4 du présent rapport, les flux thermiques engendrés par un incendie ne provoqueraient par d'effet dominos sur le bâtiment ou sur les autres alvéoles de stockage et ne sortiraient pas des limites du site.

Il est à noter que le stockage a une hauteur de 4 mètres n'entraînera pas d'effets sur la qualité du compost. En effet, le process de fabrication actuel reste inchangé. Les ratios de mélange, ainsi que le process de fermentation ne sont pas modifiés. Seules les hauteurs de stockage de compost fini seront augmentées à 4 mètres. Le compost sera toujours contrôlé par des analyses.

Avis de l'Inspection :

La demande de dérogation pour stocker le compost fini et le refus de tri à une hauteur de 4 mètres dans les alvéoles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 peut être acceptée.

3.1.3. Renforcement de la gestion du risque incendie

Le départ d'incendie du 29 et 30 mai 2023 a fait ressortir certaines problématiques, notamment l'absence de détection d'un départ de feu en dehors des heures d'exploitation.

Pour compléter le réseau de caméras thermiques, 5 caméras vont être installées sur la zone extérieure. Ces caméras permettront de surveiller l'ensemble des alvéoles extérieures de stockage.



Le site de Bury a mis en place une astreinte, pour être prévenu en cas de détection des caméras incendie.

La centrale SSI est équipée d'une carte SIM, permettant l'envoi de SMS vers 3 numéros de téléphone en cas de détection. Ainsi, les numéros des 3 collaborateurs les plus proches du site ont été sélectionnés.

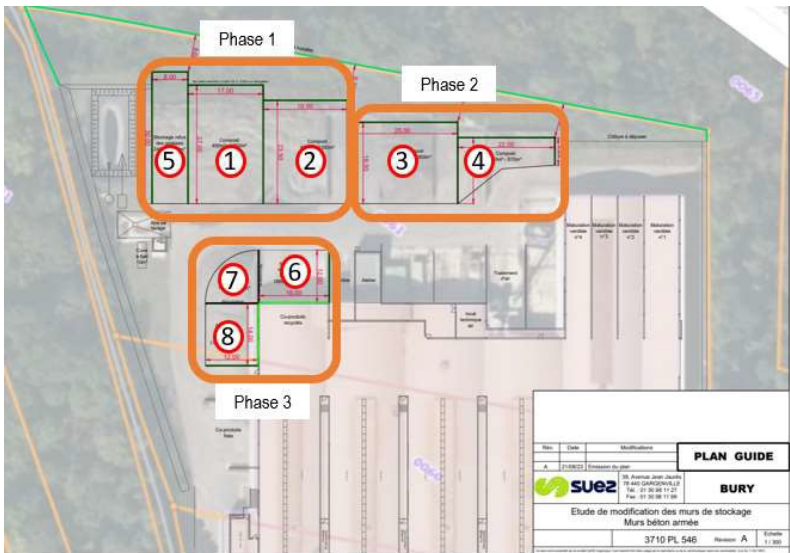
Une astreinte nationale est également en place dans les procédures de SUEZ, avec un numéro d'astreinte national SUEZ Alert.

Le parc extincteurs a été renforcé. Ainsi, 2 extincteurs grande capacité ont été rajoutés sur la zone extérieure, portant le nombre d'extincteurs grande capacité à 4. Les extincteurs ont été répartis pour couvrir l'ensemble de la zone.



3.1.4. Planning de réalisation des modifications

Travaux	Prévisionnel
Installation des caméras incendie	1 ^{er} trimestre 2024
Phase 1 : Nettoyage des alvéoles, démolition des murs et pose des nouveaux murs de la zone 1	mars 2024 / avril 2024
Phase 2 : Nettoyage des alvéoles, démolition des murs et pose des nouveaux murs de la zone 2	avril 2024 / mai 2024
Phase 3 : Nettoyage des alvéoles, démolition des murs et pose des nouveaux murs de la zone 3	mai 2024 / juin 2024
Réception des travaux et mise en service des nouvelles alvéoles de stockage	01/07/24



Il est à noter que le plan de phasage est prévisionnel. Il pourra être amené à être modifié en fonction de l'état des stocks et des contraintes de l'exploitation.

4. EXAMEN DES MODIFICATIONS

4.1. Existence d'une extension

	Oui	Non
Les informations recueillies au paragraphe 3 permettent de caractériser la modification comme une extension au sens de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement.		X

Cas où la réponse est Oui

L'examen de la modification au titre de l'évaluation environnementale devra être réalisé.

Cas où la réponse est Non

En cas de substantialité liée aux dangers et inconvénients, il sera nécessaire que l'exploitant réalise un cas par cas pour savoir si le dossier de demande d'autorisation doit intégrer une étude d'impact ou une étude d'incidence.

4.2. Analyse de l'évolution de la situation administrative

4.2.1 Nouveau régime de classement / Directive IED / Classement au titre du régime Seveso

Il n'y a pas de modifications de seuils par rapport au classement ICPE actuel.

Les tonnages moyens de déchets réceptionnés et de production de compost restent inchangés.

Réception de déchets	
Boues urbaines	35 000 tonnes / an
Déchets verts urbains	7 000 tonnes / an
Graisses	2 000 tonnes / an
Palettes	500 tonnes / an
Cendres	1 000 tonnes / an
Production	
Compost	14 000 tonnes / an

Aucun nouveau seuil de la nomenclature ICPE ou de la directive IED n'est dépassé.

Le classement ICPE du site n'est pas impacté par les modifications projetées et reste identique à celui de l'APC du 09 juin 2023.

Rubrique	Désignation de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Régime
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - Traitement biologique - Prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération - Traitement du laitier et des cendres - Traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment des déchets d'équipement électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Traitement de 350 tonnes par jour Soit 70 000 tonnes par an	A
2780-3	Compostage d'autres déchets : a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j	Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de stations d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries	A

Rubrique	Désignation de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Régime
		agroalimentaires et d'autres boues de stations d'épuration d'autres industries, seuls ou en mélange, avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780-1 (***)	
2714	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papier, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³	Volume de bois susceptible d'être transféré dans une autre installation : 500 m ³	D
2716	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnées à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R.214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³	Volume de boues susceptible d'être transféré dans une autre installation : 500 m ³	DC (**)
2794	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux, La quantité de déchets traités étant : 2. Supérieure ou égale à 5t/j, mais inférieure à 30t/j	Quantité de déchets verts broyés transférés sur un autre site : 29 t/j maximum	D

(*) A : Autorisation, D : Déclaration, DC : Déclaration avec contrôle périodique.

(**) En application de l'article R.512-55 du Code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

(***) Classement 2780-3 dans la mesure où la rubrique 2780-2 n'incluent pas les boues de station d'épuration des industries autres que les papeteries ou les industries agro-alimentaires. La justification de la non-dangereuse des boues ainsi que la justification de leur intérêt agronomique sont tenues à la disposition des services de contrôles compétents.

Ni le périmètre géographique du site, ni le périmètre de l'ICPE ne sont modifiés.



4.2.2 Nouveaux arrêtés ministériels applicables au vu des évolutions de classement

L'établissement continuera à mettre en œuvre les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Le site SUEZ Organique de Bury continuera à se conformer strictement à l'arrêté préfectoral du 23 février 2006 et à ses arrêtés complémentaires modificatifs.

4.2.3 Garanties financières

Le site était soumis aux garanties financières pour ses rubriques 2714 (A), 2716 (A) et 2791 (A). Or, les rubriques ont été mises à jour dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2023.

Ainsi, le site de Bury est soumis aux rubriques IPCE suivantes : 2780-A (A), 3532 (A), 2714 (D), 2716 (DC) et 2794 (D)

Les rubriques 2714 et 2716 sont désormais soumises à Déclaration et Déclaration Contrôlées. Le site n'est plus soumis à la rubrique 2791.

Au regard de l'Annexe 1 et 2 de l'arrêté du 31/05/2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, aucune des rubriques ICPE actuelles du site n'est soumise à la constitution des garanties financières.

Avis de l'Inspection :

La constitution des Garanties Financières peut être levée.

4.3. Mécanisme d'actualisation de l'étude d'impact d'un projet

Au sens de l'article L.122-1-1-III, il s'agit d'une modification d'un projet au sens de l'évaluation environnementale si les trois conditions suivantes sont réunies :

- le projet a fait l'objet d'une évaluation environnementale (c'est le cas si le projet date d'après 2016) ;
- les incidences du projet sont déjà prises en compte dans l'étude d'impact initiale ;
- l'exploitant transmet une actualisation de l'étude d'impact (articles L.122-1-1 et L.181-10 du Code de l'environnement).

Cette modification est traitée au sein d'une procédure d'autorisation environnementale avec une actualisation de l'étude d'impact, et non plus comme une évaluation environnementale en tant que telle.

	Oui	Non
Le mécanisme d'actualisation de l'étude d'impact est sollicité par le pétitionnaire		X

4.4. Analyse du caractère substantiel des modifications au regard des critères soumettant le projet à évaluation environnementale

4.4.1 Évaluation environnementale systématique

Dans le cas où la modification est une extension :

	Oui	Non
En référence au tableau de nomenclature annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement, l'extension dépasse un seuil « systématique »		X

Cas où Oui :

La procédure applicable est la suivante :

	3	Modification substantielle conduisant à une nouvelle procédure d'autorisation, avec évaluation environnementale et donc étude d'impact : <ul style="list-style-type: none">• avec une enquête publique de 30 jours (L.123-9 1er alinéa) ;
--	---	---

Cas où Non :

Il convient d'examiner d'autres critères pour se positionner sur la procédure applicable.

4.4.2 Évaluation environnementale au cas par cas

Dans le cas où la modification est une extension :

	Oui	Non
En référence au tableau de nomenclature annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement, l'extension dépasse un seuil « cas par cas »		X

Cas où Oui :

Un cas par cas est nécessaire.

	Oui	Non
Le cas par cas a été sollicité par l'exploitant auprès de la Préfète de l'Oise. Il est réalisé et a conduit à la décision n° 2022/xxxx en date du date		SO
Une étude d'impact est nécessaire		SO

Cas où une étude d'impact est nécessaire :

La procédure applicable est la suivante :

	3	Modification substantielle conduisant à une nouvelle procédure d'autorisation, avec évaluation environnementale et donc étude d'impact : <ul style="list-style-type: none">avec une enquête publique de 30 jours (L.123-9 1er alinéa) ;
--	---	---

Cas Non ou cas où l'étude d'impact n'est pas nécessaire :

Il convient d'examiner d'autres critères pour se positionner sur la procédure applicable.

4.5. Analyse du caractère substantiel des modifications au regard des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement

Cette partie vise à examiner le caractère substantiel de la modification au titre de l'article R.181-46-I-3° du Code de l'environnement. L'évaluation des dangers et inconvénients doit être conduite avec comme référence la dernière situation ayant donné lieu à une consultation du public.

4.5.1 Impact sur l'environnement

Analyse du pétitionnaire :

Aucun nouvel impact n'a été identifié d'un point de vue environnemental (eau, air, sol, bruit ...). En effet, les travaux consistent au remplacement des murs des alvéoles de stockage et à l'installation de caméras thermiques, sans modifier la nature des stockages.

Ainsi, après réalisation des travaux et mise en service des nouvelles alvéoles de stockage, aucun impact sur l'environnement n'est attendu.

Commentaires de l'inspection des installations classées :

Aucun.

4.5.2 Impact des travaux sur le fonctionnement de l'exploitation

La démolition des murs et des alvéoles ainsi que leur reconstruction vont nécessiter la mise à l'arrêt du stockage sur les zones concernées.

Les travaux sont divisés en 3 phases, pour ne pas suspendre l'activité du site.

Les travaux se dérouleront de mars à juin 2024.

Si la surface de stockage n'est pas suffisante au regard de la production, plusieurs possibilités seront mises en œuvre :

- stockage dans les aires de maturation (AM) à l'intérieur du bâtiment : 4 AM disponibles ;
- délestages des entrées vers un autre site de compostage ;
- réduction des entrées

Commentaires de l'inspection des installations classées :

SUEZ Organique devra mettre en place la solution la plus pertinente pour ne pas créer de surstock.

4.5.3 Impact des travaux sur le process

Le procédé de compostage est inchangé. La réception et le stockage des produits seront réalisés sur les mêmes zones qu'actuellement.

Seules les alvéoles de maturation extérieures voient leur implantation modifiée.

4.5.4 Dangers

Analyse du pétitionnaire :

Le principal risque engendré par le stockage de compost est l'auto-échauffement et l'auto-combustion du tas de compost avec une propagation et des effets dominos.

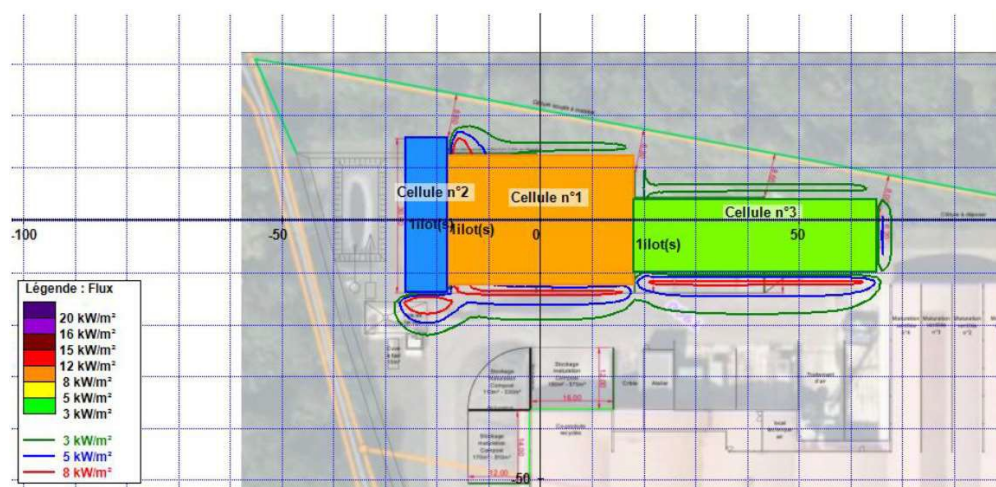
Ainsi, suite au départ de feu du 29 et 30 mai, l'ensemble des murs séparatifs des stockages extérieurs va être démolé et refait.

Les flux thermiques émis par un incendie sur les alvéoles 1, 2, 3, 4 et 5 et ceux émis par un incendie sur les alvéoles 6, 7 et 8 ont été étudiés et deux modélisations à l'aide du logiciel FLUMILOG de l'INERIS [avec une représentation cartographique des distances d'effets aux seuils réglementaires (3, 5 et 8 kW/m²) ont été réalisées pour s'assurer que les effets thermiques issus d'un incendie ne provoquent pas d'effet dominos et ne sortent pas des limites du site.

Modélisation des effets thermiques sur les alvéoles 1, 2, 3, 4 et 5

Les caractéristiques suivantes ont été prises en compte :

- hauteur des murs séparatifs : 5 mètres
- hauteur des stockages : 4 mètres
- degré coupe-feu des murs : 2 heures

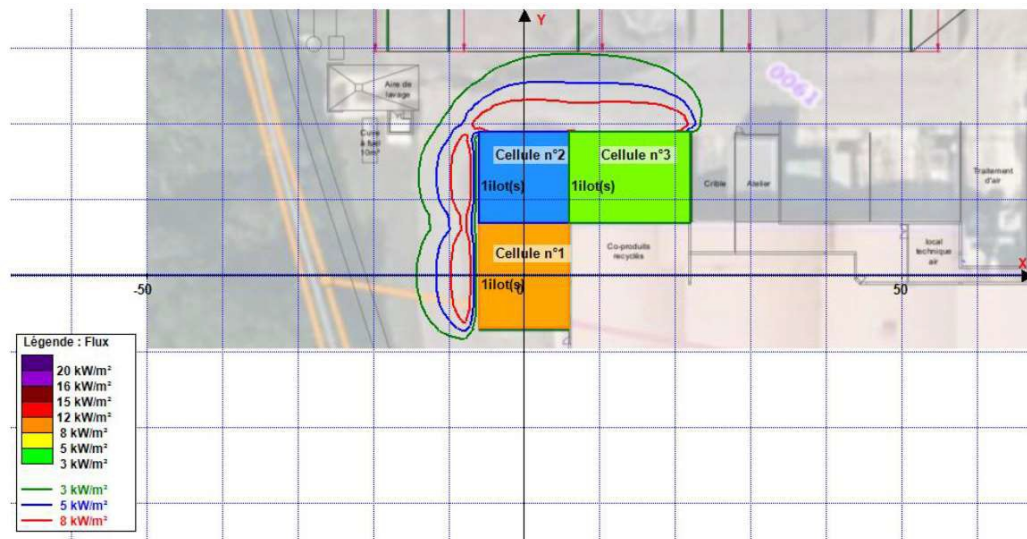


D'après la modélisation, et la cartographie, les flux thermiques générés par un incendie sur les alvéoles 1, 2, 3, 4 et 5 ne sortent pas des limites du site. Ils ne provoquent pas non plus d'effets domino ni vers les alvéoles de stockage situées en face, ni vers le bâtiment.

Modélisation des effets thermiques sur les alvéoles 6, 7 et 8

Les caractéristiques suivantes ont été prises en compte :

- hauteur des murs séparatifs : 5 mètres
- hauteur des stockages : 4 mètres
- degré coupe-feu des murs : 3 heures



Avec des murs d'un degré coupe-feu 2h, les flux thermiques induisaient la propagation d'un éventuel incendie vers le bâtiment.

Seuls des murs coupe-feu 3h permettent de ne pas générer d'effets dominos vers le bâtiment.

D'après la modélisation, et la cartographie, les flux thermiques générés par un incendie sur les alvéoles 6, 7 et 8 ne provoquent pas d'effets domino ni vers les alvéoles de stockage situées en face, ni vers le bâtiment et ne sortent pas des limites du site.

Commentaires de l'inspection des installations classées :

Le projet d'arrêté préfectoral jointe au présent rapport prévoit de prescrire :

- des murs CF 2 h pour les alvéoles 1,2 , 3,4 et 5, et CF 3 h pour les alvéoles 6, 7 et 8 ;
- une hauteur des murs séparatifs de 5 mètres ;
- une hauteur des stockages de 4 mètres maximum.

L'exploitant devra veiller, pendant toute la phase des travaux à ce que :

- la circulation interne ne soit pas impactée par le projet de modifications. Le plan de circulation sera adapté au besoin ;
- les voies d'accès restent dégagées et accessibles en tout temps.

4.6. Détermination de la procédure applicable dans le cas général au vu de l'analyse des dangers et inconvénients

4.6.1 Cas sans marge d'appréciation

La modification correspond à l'un des cas ci-dessous :

Concernée	Critère
Sans objet	(établissement seuil bas) La modification fait passer l'établissement de Seuil bas à Seuil haut.
Sans objet	(établissement Seveso ou pas) Une nouvelle zone urbanisée ou urbanisable ou susceptible d'accueillir un fort rassemblement de population est impactée par des effets létaux.

Concernée	Critère
	ET La modification est de nature à rendre applicable une nouvelle mesure d'urbanisation au sens du II b) de l'annexe 1 de la circulaire du 4 mai 2007 relative au porter à connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées.
Sans objet	(éoliennes) La hauteur d'au moins une éolienne augmente de plus de 50 %.
Sans objet	(éoliennes) Un défrichement est envisagé alors qu'il est non prévu par l'autorisation initiale ou qu'il est en dehors du polygone constitué par les éoliennes.
Sans objet	(rubriques 2760 et 2771) Une demande de traitement de déchets dangereux est formulée alors que l'installation est seulement autorisée à traiter des déchets non dangereux ou inertes.

Cas où le critère est coché pour au moins une ligne :

La procédure applicable est la suivante :

4-1	Modification substantielle conduisant à une nouvelle procédure d'autorisation avec étude d'incidence : <ul style="list-style-type: none"> avec une enquête publique de 15 jours (L.123-9 2^e alinéa) ;
4-2	Modification substantielle conduisant à une nouvelle procédure d'autorisation avec étude d'incidence : <ul style="list-style-type: none"> avec une PPVE de 30 jours (article L.123-19) ;

Cas où aucun critère n'est coché :

Il convient d'examiner d'autres critères pour se positionner sur la procédure applicable.

4.6.2 Cas avec marge d'appréciation

La modification envisagée correspond à l'un des cas ci-dessous :

Concernée	Substantielle	Critère
Non	*	Nouvelle activité permanente relevant du régime de l'autorisation ICPE ?
Non	*	Modification (non mineure) de la nature des effluents épandus, dans le cas où l'installation est soumise à un plan d'épandage.
Non	*	Prolongation de plus de 2 ans de la durée d'exploitation autorisée d'une installation d'élimination de déchets ou d'une carrière.
Non		Augmentation « importante » des rejets de COV au sens de l'article 7 de l'arrêté du 13 décembre 2019 relatif à la rubrique 1978
Non		Augmentation de plus de 10 % de la capacité d'une activité déjà existante, ou augmentation de plus de 10 % des rejets en flux.
Non		Sensibilité particulière du milieu induisant la substantialité, même si les augmentations de la capacité d'une activité déjà existante ou des rejets en flux sont inférieures à 10 %.
Sans objet		(Seveso) Conséquences importantes en cas d'accident sur des zones présentant un intérêt particulier ou ayant un caractère particulièrement sensible, situées à proximité.
Non		Evolution significative de l'origine des déchets dans une installation de traitement de déchets.
Sans objet		(éoliennes) Augmentation de plus de 10 % de la hauteur d'au moins une éolienne.

Concernée		Substantielle	Critère
Sans objet			(éoliennes) Augmentation des nuisances sonores.
Sans objet			(éoliennes) Augmentation des perturbations radar.
Sans objet			(éoliennes) Implantation d'un mât en zone Natura 2000.
Sans objet			(éoliennes) Déplacement d'un mât en dehors de la surface de survol des pales du mât préexistant.

Cas où le critère est coché pour au moins une ligne ET que la modification est substantielle :

La procédure applicable est la suivante :

	4-1	Modification substantielle conduisant à une nouvelle procédure d'autorisation avec étude d'incidence : <ul style="list-style-type: none"> avec une enquête publique de 15 jours (L.123-9 2^e alinéa) ;
	4-2	Modification substantielle conduisant à une nouvelle procédure d'autorisation avec étude d'incidence : <ul style="list-style-type: none"> avec une PPVE de 30 jours (article L.123-19) ;

*Cas où le critère est coché pour au moins une ligne comprenant une « * », que la modification n'est pas substantielle*

La procédure applicable est la suivante :

	5	Modification notable avec un arrêté complémentaire : <ul style="list-style-type: none"> avec une PPVE de 15 jours (article L. 123-19-2) ;
--	---	--

Cas où le critère n'est pas coché, mais que des prescriptions complémentaires sont nécessaires

La procédure applicable est la suivante :

X	6	Modification notable avec un arrêté complémentaire : <ul style="list-style-type: none"> sans consultation du public ;
---	---	--

Cas où le critère n'est pas coché et qu'aucune prescription complémentaire n'est nécessaire

La procédure applicable est la suivante :

	7	Modification notable avec une simple prise d'acte, sans arrêté complémentaire.
--	---	--

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'examen global du dossier déposé par le pétitionnaire conduit à la procédure suivante :

Cas spécifique du mécanisme d'actualisation de l'étude d'impact :

	1-1	Modification substantielle conduisant à une nouvelle procédure d'autorisation, avec actualisation de l'étude d'impact : <ul style="list-style-type: none"> avec une enquête publique de 30 jours (L.123-9 1er alinéa) ;
	1-2	Modification substantielle conduisant à une nouvelle procédure d'autorisation, avec actualisation de l'étude d'impact : <ul style="list-style-type: none"> avec une PPVE de 30 jours (article L.123-19) ;
	2	Modification notable avec un arrêté préfectoral complémentaire (avec avis de l'AE et des collectivités) : <ul style="list-style-type: none"> avec une PPVE de 30 jours (article L. 123-19) ;

Cas général :

	3	Modification substantielle conduisant à une nouvelle procédure d'autorisation, avec évaluation environnementale et donc étude d'impact : <ul style="list-style-type: none"> avec une enquête publique de 30 jours (L.123-9 1er alinéa) ;
	4-1	Modification substantielle conduisant à une nouvelle procédure d'autorisation avec étude d'incidence : <ul style="list-style-type: none"> avec une enquête publique de 15 jours (L.123-9 2^e alinéa) ;
	4-2	Modification substantielle conduisant à une nouvelle procédure d'autorisation avec étude d'incidence : <ul style="list-style-type: none"> avec une PPVE de 30 jours (article L.123-19) ;
	5	Modification notable avec un arrêté complémentaire : <ul style="list-style-type: none"> avec une PPVE de 15 jours (article L. 123-19-2) ;
X	6	Modification notable avec un arrêté complémentaire : <ul style="list-style-type: none"> sans consultation du public ;
	7	Modification notable avec une simple prise d'acte, sans arrêté complémentaire.

Au regard du dossier transmis par l'exploitant et de l'analyse synthétisée dans le présent rapport, il est proposé à Madame la Préfète de mettre en œuvre la procédure sélectionnée dans le tableau précédant. L'exploitant a été consulté sur le projet d'arrêté. Ses remarques ont été prises en compte dans la version jointe.

Rédacteur

Valideur

Adopté et transmis à la Direction Départementale des Territoires de l'Oise
Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef de l'Unité Départementale de l'Oise,

Annexe - Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

**mettant à jour les prescriptions applicables des installations de la société SUEZ ORGANIQUE
sur la commune de Bury**

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

LA PRÉFÈTE DE L'OISE

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu la Directive Européenne relative aux Émissions Industrielles (Industriel Emission Directive), adoptée par le parlement européen en 2010 ;

Vu la Décision d'exécution (UE) n°2018/1147 de la Commission du 10/08/18 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R.181-46 et R511-9 ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Catherine SEGUIN, Préfète de l'Oise ;

Vu le décret du 25 août 2023 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de l'Oise (groupe II), sous-préfet de Beauvais - M. BOVET (Frédéric) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 février 2023 portant délégation de signature à M. Sébastien LIME, Secrétaire général ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 février 2006 statuant sur la demande présentée par la société SOVALD en vue de modifier l'autorisation d'exploiter la plate-forme de compostage de Bury afin de valoriser et d'épandre le compost ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 octobre 2014 fixant le montant de référence des garanties financières ainsi que les modalités d'actualisation de ce montant pour le site exploité par la société Terralys sur la commune de Bury ;

Vu le récépissé du 15 novembre 2016 donnant acte à la société Suez Organique de sa déclaration de changement d'exploitant ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 février 2018 renouvelant les autorisations délivrées le 29 avril 2002 et le 23 février 2006 à la société Suez Organique (anciennement Terralys) pour l'exploitation de ses installations de compostage situées sur la commune de Bury ;

Vu le courrier de demande d'antériorité du 4 janvier 2012 suite aux décrets n° 2009-1341 du 29 octobre 2009 et n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le courrier électronique du 8 octobre 2013 venant compléter la demande d'antériorité du 4 janvier 2012 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 09 juin 2023 modifiant l'autorisation d'exploiter de la plateforme de compostage de Bury.

Vu le dossier de porter à connaissance relatif à un projet de modification des modalités de stockage extérieur, déposé le 11 décembre 2023 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du xxx ;

Vu le courrier adressé le xxx à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Considérant ce qui suit :

1. le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation au sens de l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement ;
2. l'établissement était soumis aux garanties financières pour ses rubriques 2714 (A), 2716 (A) et 2791 (A). Or, les rubriques ont été mises à jour dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2023 et depuis les activités du site relèvent des rubriques IPCE suivantes : 2780-A (A), 3532 (A), 2714 (D), 2716 (DC) et 2794 (D). Les rubriques 2714 et 2716 sont désormais soumises à Déclaration et Déclaration Contrôlées. Le site n'est donc plus soumis à la rubrique 2791. Au regard de l'Annexe 1 et 2 de l'arrêté du 31/05/2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, aucune des rubriques ICPE actuelles du site n'est soumise à la constitution des garanties financières.
3. il y a lieu de modifier certaines prescriptions antérieures et de fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Oise ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION

La société Suez Organique dont le siège social est situé au 38 avenue Jean Jaurès à Gargenville (78440) qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Bury, à l'adresse suivante : Val Gauthier – 60 250 Bury, un site de compostage d'une capacité de traitement de 70 000 tonnes par an de boues d'épuration urbaines et industrielles (agro-alimentaires), est tenue de respecter les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 – GARANTIES FINANCIÈRES

L'arrêté préfectoral complémentaire du 10 octobre 2014 fixant le montant de référence des garanties financières ainsi que les modalités d'actualisation de ce montant pour le site exploité par [SUEZ ORGANIQUE (ex TERRALYS)] sur la commune de Bury est abrogé.

ARTICLE 3 – AMÉNAGEMENT DU SITE

Les dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 février 2006 sont supprimées et remplacées par les suivantes :

Aménagement du site :

L'exploitation couvre, une surface de 3 ha 82 a 50 ca, le site est pourvu de 3 bassins de décantation des eaux de ruissellement, et est composé de :

- hall de réception 750 m² ;
- couloirs de mélange 610 m² ;
- couloirs couverts de fermentation 5800 m² ;
- zone de criblage 560 m² ;
- zone de maturation ventilée et couverte 850 m² ;
- aires extérieures de stockage de compost et de co-produits 2300 m² ;
- zones de biofiltration de l'air ambiant ;
- bassin de décantation ;
- bassin protection incendie ;
- aire de stockage et de traitement des déchets verts
- zone de traitement de l'air.

Le bâtiment industriel est entièrement couvert et représente une superficie de 8640 m² environ.

Les principaux matériels et équipements d'exploitation suivants sont utilisés :

- des chargeurs sur pneu ;
- deux mélangeurs de boues et co-produits ;
- une installation de criblage fixe ;
- un broyeur mobile pour les déchets verts ;
- un dispositif aéraulique d'aspiration insufflation et désodorisation pour l'air de process ;
- un dispositif aéraulique d'extraction des gaz convectifs
- un dispositif de recueil des condensats ;
- des bureaux et des locaux sociaux aménagés ;
- un pont bascule, relié au bureau d'accueil ;
- une aire de lavage des véhicules ;
- une zone d'approvisionnement en carburant ;
- un bassin de décantation des eaux de ruissellement.

Aménagement des aires extérieures de stockage de compost :

L'ensemble des alvéoles se présente dans le même sens :

- 3 alvéoles de 450 m² chacune et 1 alvéole de 190 m² dédiées au stockage du compost,
- 1 alvéole de stockage des refus de 240 m²,
- 3 alvéoles de 190, 170 et 110 m² dédiées au stockage du compost.

Les murs sont à 8 mètres minimum de la limite de propriété.

Les alvéoles extérieures de stockage de compost présentent les caractéristiques suivantes :

- des murs CF 2 h pour les alvéoles 1,2 , 3,4 et 5 ;
- des murs CF 3 h pour les alvéoles 6, 7 et 8 ;
- une hauteur des murs séparatifs de 5 mètres ;
- une hauteur des stockages de 4 mètres maximum.

Des caméras sont installées sur la zone extérieure afin de surveiller l'ensemble des alvéoles extérieures de stockage.

En cas de détection d'un départ de feu ou d'un incendie, une astreinte [locale et/ou nationales (astreinte SUEZ Alert)] est prévenue.

ARTICLE 4 – PRÉVENTION DES ACCIDENTS ET LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 février 2006 sont supprimées et remplacées par les suivantes :

L'exploitant informe, dans les meilleurs délais, l'Inspecteur des Installations Classées des accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511.1 du Code de l'environnement.

Toutes dispositions sont prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion.

Une réserve incendie de 240 m³ minimum est aménagée et équipée de deux cannes d'aspiration de 100 mm munies de crépines et de raccords pompier.

Le nombre, la nature et l'emplacement des moyens de secours propres à l'établissement sont pris en accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Des consignes très apparentes et indélébiles sont mises en place à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

Des extincteurs en nombre, nature et emplacement appropriés au risque sont placés dans le bâtiment et sur les aires de stockage extérieures.

Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur et régulièrement contrôlées par un bureau agréé.

Un dispositif de protection contre la foudre est installé sur le bâtiment conformément à l'arrêté du 28 janvier 1993, relatif à la protection des Installations Classées contre les effets de la foudre.

Les règles concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs doivent être respectées.

ARTICLE 5 - PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Bury et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de l'Oise ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Oise pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 6 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Bury, ainsi qu'à la société Suez Organique.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

RECOURS CONTENTIEUX

Article L. 181-17 du Code de l'environnement

Les décisions prises sur le fondement de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 181-9 et les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Article R. 181-50 du Code de l'environnement

Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

RECOURS GRACIEUX OU HIÉRARCHIQUE

Article R. 181-51 du Code de l'environnement

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

RÉCLAMATION

Article R. 181-52 du Code de l'environnement

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Fait à Beauvais, le
Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire général

Frédéric BOVET

Annexe 1 - Localisation du site

Figure 1 : Localisation du site sur carte IGN



Figure 2 : Vue aérienne du site



Annexe 2 – Parcellaires

SECTION	N° DE PARCELLE	SURFACE	ICPE
0U	0061	10 490 m2	Entière
0U	0060	4680 m2	Entière
0U	0059	23 080 m2	Entière

Figure 3 : Parcelles cadastrales



Annexe 3 – Plan du stockage extérieur du compost

